



Numéro 8

31 janvier 2024

Suspension du financement à l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine

Honte au Canada qui aide activement à affamer les Palestiniens!

- **Rejetons tout ce qui permet à Israël de poursuivre le massacre des Palestiniens et d'entraver l'aide humanitaire**
 - **Les faits dont le Canada doit assumer la responsabilité**
 - **Réactions à la décision de couper le financement à l'agence humanitaire de l'ONU à Gaza**
- **Le Canada est complice de l'intention clairement affichée d'Israël d'affamer la population de Gaza**

Quand c'est l'Afrique du Sud qui porte plainte contre Israël devant la Cour internationale de justice

- **Dans une perspective juridique**

De nouveau sur la désinformation

- **Objectif de la désinformation officielle sur le Hamas et son opération du 7 octobre**
– *Pauline Easton* –
- **Le Hamas publie un document révélant les raisons de l'opération Déluge d'al-Aqsa**
 - **Le recours par Israël à la « directive Hannibal » le 7 octobre**
– *Nick Lin* –

Dans l'actualité

- **Israël intensifie son agression à Gaza et en Cisjordanie suite à la décision de la Cour internationale de justice**
 - **Des rassemblements de masse en Israël pour promouvoir l'assassinat et l'expulsion de Palestiniens**
- **Nouvelles condamnations du gouvernement Netanyahu en Israël**
 - **D'autres développements au Moyen-Orient**

Suspension du financement à l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine

Honte au Canada qui aide activement à affamer les Palestiniens!

L'annonce du Canada le 26 janvier de « temporairement » suspendre le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) n'est rien de moins qu'une tentative haineuse de contourner la décision de la Cour internationale de justice (CIJ) rendue le même jour. La CIJ exige que tous les États parties à la *Convention sur le génocide* s'assurent que l'aide humanitaire parvienne sans entraves aux Palestiniens de Gaza. Le Canada emboîte le pas aux États-Unis, à l'Australie, à l'Italie, à la Grande-Bretagne, à la Finlande, à l'Allemagne, aux Pays-Bas, à la France et à la Suisse qui ont suspendu le financement de l'UNRWA après qu'il fut allégué que certains membres de l'organisation avaient participé à l'opération Déluge al-Aqsa du Hamas dans le sud d'Israël le 7 octobre 2023. Ces pays pris ensemble représentent environ 60 % du financement de l'UNRWA.



L'ambiguïté de la réponse du Canada à l'arrêt de la CIJ, quand il dit qu'il soutient le rôle de la CIJ et se préoccupe de la crise humanitaire, est qu'elle s'inscrit dans le contexte du soutien du Canada au « droit d'Israël de se défendre » et son objectif d'éliminer le Hamas. Comme Israël, le Canada, les États-Unis et d'autres pays affirment qu'ils respectent le droit humanitaire international, mais leurs actes contredisent complètement leurs affirmations. La position du Canada sur ce qu'Israël fait subir aux Palestiniens met également à mal sa doctrine de la « responsabilité de protéger », sur la base de laquelle il s'est donné le droit d'intervenir dans les affaires intérieures de nombreux pays pour procéder à des changements de régime.

Comment réconcilier ces deux positions ? La courte réponse du Canada à l'arrêt de la CIJ n'aborde même pas la question des mesures conservatoires, tout en affirmant être « profondément préoccupé par l'ampleur de la crise humanitaire ». Elle ne dit pas si le Canada exigera que les mesures provisoires soient respectées ou s'il est même d'accord avec ces mesures. Elle se contente de répéter que le Canada n'accepte pas les prémisses de l'affaire, à savoir qu'Israël commet un génocide. Le Canada ferme délibérément les yeux sur le fait que la décision porte sur l'apport d'une aide immédiate à la population de Gaza et sur l'arrêt du massacre. Le gouvernement du Canada agit comme s'il n'y avait pas d'immédiateté dans la décision de la CIJ, alors que tout ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza a un sens immédiat.

Le Canada croit à tort qu'il peut concilier ses prétentions contradictoires de la même manière qu'Israël, les États-Unis, le Royaume-Uni et les autres complices de son objectif génocidaire pensent qu'ils peuvent s'en tirer avec ce qu'ils font au peuple palestinien. La position du Canada sur l'arrêt de la CIJ trahit une intention de tromper afin de servir son objectif caché. Ses actes révèlent qu'il est complice d'Israël et de son plan de chasser les Palestiniens de Gaza par la faim, la famine et la maladie. L'UNRWA est le principal organisme apportant de l'aide à tous les réfugiés palestiniens. La plupart des autres organismes d'aide, sinon tous, dépendent de son infrastructure. Le Canada a

beau dire qu'il suspend le financement de l'UNRWA parce qu'il est une branche civile d'une organisation terroriste, et donc terroriste lui-même, il ne sera jamais pardonné pour son entrave de facto à l'acheminement de l'aide humanitaire.

Francis Boyle, avocat spécialisé dans les droits humains et professeur de droit international à la faculté de droit à l'Université d'Illinois, écrit : « Les pays qui ont abruptement coupé le financement de l'UNRWA sont maintenant en violation de l'article II(c) de la *Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide* : 'Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle' »



Les occupants israéliens empêchent l'acheminement de nourriture, d'eau et de fournitures médicales dans le cadre de leur plan ouvertement annoncé de chasser les Palestiniens de Gaza. Au 31 janvier, pas moins de 26 900 personnes ont été tuées à Gaza, dont 11 000 enfants et 7 500 femmes, 65 949 autres ont été blessées, dont au moins 8 663 enfants et 6 237 femmes, tandis que plus de 8 000 personnes sont portées disparues. En Cisjordanie occupée, au moins 370 personnes ont été tuées, dont 99 enfants, et plus de 4 250 ont été blessées. La suspension du financement de l'aide par le Canada aide Israël dans l'atteinte de son objectif

d'empêcher les Palestiniens de Gaza d'obtenir la nourriture, l'eau et les fournitures médicales dont ils ont besoin en ces moments de menace immédiate de famine et de maladies.

L'arrêt du financement de l'UNRWA, l'agence humanitaire qui maintient et fournit de l'infrastructure pour toute la population de Gaza et plusieurs autres camps de réfugiés palestiniens, y compris en Jordanie, au Liban et en Syrie, qui sont devenus permanents depuis 1948, est en effet un crime grave. Il passera à l'histoire comme méthode des plus diaboliques jamais conçues pour aider Israël à réaliser son génocide intentionnel en Palestine.

Condamnons toutes les décisions de suspendre le financement à l'agence humanitaire de l'ONU !

(Référence: Texte de la « Déclaration de la ministre Joly sur l'ordonnance de mesures conservatoires rendue par la Cour internationale de Justice dans l'affaire l'opposant l'Afrique du Sud à Israël »)



Rejetons tout ce qui permet à Israël de poursuivre le massacre des Palestiniens et d'entraver l'aide humanitaire

LML a reçu un nombre important de réponses positives à son éditorial sur la décision de la Cour internationale de justice (CIJ) dans la requête de l'Afrique du Sud contre Israël, en particulier la clarification de l'ambiguïté de la décision de la cour. Soulignons à cet égard que parmi les réactions de divers pays, organisations et individus à la décision de la cour, l'ambiguïté de la réponse du Canada illustre une fois de plus qu'il poursuit un objectif perfide et trompeur.

Le Canada a publié une déclaration réitérant son appui à la CIJ, ajoutant que cela ne veut pas dire

qu'il appuie le procès pour génocide entamé par l'Afrique du Sud contre Israël. C'est une immense diversion et son but est de maintenir le corps politique dans l'incertitude sur sa position. Les Canadiens sont censés passer tout leur temps à dénoncer l'hypocrisie et les faussetés de la position du Canada. Une fois de plus, nous voyons que le but de la désinformation est de détruire l'action collective du peuple en vue de l'objectif crucial qu'il a identifié, à savoir un cessez-le-feu immédiat et l'acheminement sans entraves à l'aide humanitaire, comme revendications intégrales pour défendre le droit d'être du peuple palestinien.

Le mouvement de masse doit maintenant condamner la suspension du financement de l'UNRWA et continuer de parler en son propre nom pour exiger un cessez-le-feu immédiat et l'acheminement sans entraves de l'aide humanitaire. Il doit répéter sa demande que le gouvernement du Canada cesse de financer Israël, cesse d'envoyer des armes, du personnel et du matériel militaire en Israël, cesse d'excuser les crimes commis par Israël au nom du droit de se défendre ou de dire que tout est permis dans la lutte contre le Hamas parce qu'il a été déclaré organisation terroriste. À cette fin, le gouvernement canadien continue de répéter que c'est le Hamas qui a tué 1200 personnes le 7 octobre alors qu'il est maintenant avéré que les crimes qu'on lui attribue ont en réalité été commis par les forces armées israéliennes.

Le monde entier sait maintenant jusqu'où iront les États-Unis, le Canada, le Royaume-Uni et d'autres pays pour soutenir Israël dans son génocide contre le peuple palestinien. La seule conclusion qu'on puisse tirer est que les pays comme les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada ont un objectif à répéter sans cesse leurs mensonges. Cet objectif est maintenant on ne peut plus clair avec leur décision de liquider l'UNRWA et de faire perdurer les conditions qui sont à l'origine de la famine et de la maladie en Gaza occupée, tout en intensifiant les attaques contre la Cisjordanie et Jérusalem-Est.



FUND UNRWA NOW
Call Script

Hi, my name is (Your Name) and I am a constituent in (Your Riding).

You must immediately restore funding to UNRWA, the only organization with meaningful capacity to deliver aid at scale in Gaza.

On the day that the International Court of Justice found that there is a plausible risk of Israel committing genocide in Gaza, Canada has decided to contribute to the genocide. This is criminal.

Voters, myself included, will do everything to ensure that you face electoral and criminal consequences if you stand by this decision.

Our government should not believe Israeli lies. Just like lies about Al-Shifa Hospital, one of 36 hospitals that have been destroyed, allegations about UNRWA involvement in attacks are unproven and cannot be acted upon in light of Israel's track record.

Voters will remember where you stood in the face of genocide.

ABDUL HUSSEN
Minister of International Development
613-995-0777 (Mail Office)
416-656-2526 (Constituency Office)

MELANIE JOLY
Minister of Foreign Affairs
613-992-0983 (Mail Office)
514-383-3709 (Constituency Office)

JUSTIN TRUDEAU
Prime Minister
613-992-4211 (Mail Office)
514-277-6020 (Constituency Office)

@palestiniancanada @canpalestinian

(cliquer pour agrandir)

LML a souligné dans son éditorial sur l'ambiguïté de la décision de la CIJ que notre discussion doit être centrée sur le mouvement de résistance, ses succès, ses difficultés et ce que nous pouvons faire ensemble pour les surmonter et voir à la réalisation de l'objectif du mouvement de résistance : garantir le droit d'être et le droit de retour des Palestiniens. En outre, au Canada, les cercles officiels ont de plus en plus recours à des règlements municipaux « contre le bruit » pour réduire au silence ceux et celles qui parlent en leur propre nom pour exprimer leur appui à la résistance palestinienne.

À cet égard, condamner la position ambiguë du gouvernement canadien veut dire également

condamner toute autorité à quelque niveau qui tente de criminaliser l'opposition aux crimes d'Israël contre le peuple palestinien. Qu'on tente de réduire un peuple au silence en appliquant des règlements municipaux « contre le bruit », en déclarant que toute opposition à Israël doit être vue sous l'angle des lois contre les discours haineux ou en coupant le financement de l'UNRWA et en faisant mourir les gens de faim, ce sont des infamies dont Israël et ses complices ne se relèveront jamais.

Le mouvement de résistance ne se laissera jamais dissuader de tout faire pour empêcher Israël de commettre ses crimes et empêcher les États-Unis, le Canada et d'autres pays de permettre à Israël et de se permettre à eux-mêmes d'agir en toute impunité.

(Référence: « *L'ambiguïté n'exclut pas la nécessité évidente de mettre fin au génocide et d'exiger un cessez-le-feu immédiat !* », *LML Supplément*, 26 janvier 2024)



Les faits dont le Canada doit assumer la responsabilité

L'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) est la principale agence humanitaire à Gaza. Plus de deux millions de personnes dépendent aujourd'hui de ses services et quelque 3 000 de ses 13 000 employés à Gaza continuent de se présenter au travail, malgré les hostilités en cours. Depuis le 7 octobre 2023, 152 employés de l'UNRWA ont déjà trouvé la mort à la suite des bombardements israéliens et des attaques terrestres à Gaza.



Le 27 janvier, le commissaire général de l'UNRWA Philippe Lazzarini a mis en garde contre la menace qui pèse sur le travail humanitaire de l'agence, en particulier à Gaza, suite à la décision d'un certain nombre de pays donateurs de suspendre temporairement leur financement. L'UNRWA a déjà réagi aux allégations israéliennes en mettant fin aux contrats de neuf des accusés et a ouvert une enquête par le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) de l'ONU.

« Il serait extrêmement irresponsable de sanctionner un organisme et toute la communauté qu'il sert à cause d'allégations d'actes criminels contre certains individus, en particulier en période de guerre, de déplacements et de crises politiques dans la région », a déclaré le commissaire général.

Le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres a également lancé un appel pressant aux gouvernements qui ont suspendu leurs contributions « pour qu'ils garantissent au moins la continuité des opérations de l'UNRWA ». Le secrétaire général a déclaré que « les actes ignobles présumés de ces membres du personnel doivent avoir des conséquences », mais que « les dizaines de milliers d'hommes et de femmes qui travaillent pour l'UNRWA (dans toute la région), dont beaucoup dans des situations dangereuses pour des agents humanitaires, ne devraient pas être pénalisés. Nous devons répondre aux besoins énormes des populations désespérées pour qui ils travaillent. »

Le 28 janvier, le secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et coordinateur des secours d'urgence des Nations unies, Martin Griffiths, a déclaré : « La population de Gaza endure depuis

des mois des horreurs et des privations impensables. Ses besoins n'ont jamais été aussi importants et notre capacité humanitaire à lui venir en aide n'a jamais été aussi menacée. Nous devons être à plein régime pour donner à la population de Gaza un moment d'espoir. »

Le rapport de situation publié par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies souligne :

Au cours de la deuxième quinzaine de janvier, les partenaires humanitaires continuent d'observer une tendance à la baisse dans leurs tentatives d'accès aux zones septentrionales et centrales de Gaza. Les raisons en sont les retards excessifs des convois d'aide humanitaire aux points de contrôle israéliens et l'intensification de l'activité militaire dans le centre de la bande de Gaza. Les menaces contre la sécurité du personnel et des sites humanitaires sont également fréquentes, empêchant non seulement l'acheminement d'une aide urgente et vitale, mais posant également de sérieux risques pour les personnes impliquées dans les efforts humanitaires.

Au 25 janvier, selon l'OMS [Organisation mondiale de la santé], seuls 14 des 36 hôpitaux de Gaza étaient partiellement fonctionnels, sept dans le nord et sept dans le sud. La « fonctionnalité partielle » veut dire qu'un hôpital est accessible aux personnes ayant besoin de soins de santé; il peut admettre de nouveaux patients et pratiquer un certain nombre d'interventions chirurgicales. En outre, l'hôpital Nasser de Khan Younès est « peu fonctionnel », c'est-à-dire qu'il fournit les services disponibles aux patients dont il s'occupe, mais qu'il n'est plus en mesure de recevoir des patients ou des fournitures, car il est encerclé par l'armée israélienne et qu'il est le théâtre de combats intenses. L'hôpital Al Kheir de Khan Younès, qui avait été désigné comme « fonctionnant de manière minimale » et qui est l'un des trois seuls dans la bande de Gaza à fournir des services de maternité, n'est plus opérationnel, et des patients qui venaient de subir des opérations critiques ont été contraints de fuir l'établissement.

Le 26 janvier, Médecins sans frontières a rapporté que l'hôpital Nasser ne pouvait plus fournir de services médicaux vitaux, laissant de nombreux patients blessés sans option de traitement dans un contexte de combats et de bombardements intenses. La capacité chirurgicale de l'hôpital est presque inexistante et la poignée de personnel médical qui reste à l'hôpital tente de gérer des fournitures très faibles, insuffisantes pour faire face à l'afflux important de blessés. Entre 300 et 350 patients souffrant de blessures liées à la guerre restent à l'hôpital, incapables d'être évacués en raison du danger et du manque d'ambulances. Le 24 janvier, au moins un patient de l'hôpital est décédé parce qu'il n'y avait pas de chirurgien orthopédique disponible. Le 27 janvier, des tirs d'obus ont de nouveau été signalés à proximité de l'hôpital.

Le 27 janvier, le Croissant-Rouge palestinien a signalé que les forces israéliennes continuaient de bombarder les environs de l'hôpital Al Amal et le siège de la branche du Croissant-Rouge palestinien à Khan Younès, mettant en péril la sécurité du personnel médical, des blessés, des patients et des quelque 7 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays qui s'y étaient réfugiées. Le Croissant-Rouge palestinien a déclaré que des dizaines de personnes avaient été tuées et blessées à l'intérieur et à proximité des deux installations lors des combats qui se sont déroulés au cours des quatre dernières semaines. La poursuite du siège des installations entrave la circulation des ambulances et des équipes médicales d'urgence dans la ville, et empêche les équipes médicales d'atteindre les blessés et de les transporter à l'hôpital pour y recevoir les soins nécessaires. Le Croissant-Rouge palestinien a démenti les affirmations des forces israéliennes concernant la présence d'individus armés à l'intérieur du bâtiment de l'hôpital et a appelé la communauté internationale et les partenaires du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge à intervenir pour protéger

l'hôpital, les équipes médicales, les blessés, les patients et les personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI). Dans la matinée du 28 janvier, des obus auraient été tirés en direction des environs de l'hôpital européen de Khan Younès, faisant des victimes, dans un contexte de combats intenses dans la région.

Le 26 janvier, le chef du Bureau des droits de l'homme des Nations unies (OHCHR) pour le territoire palestinien occupé a déclaré que les personnes déplacées qui ont atteint Rafah vivent dans la rue, les eaux usées coulent dans les rues et les conditions de désespoir sont propices à un effondrement complet de l'ordre. Un débordement de violence à Rafah aurait de graves conséquences pour les plus de 1,3 million de personnes déjà entassées dans la ville. Les fortes pluies ont aggravé la situation humanitaire dans les campements de tentes où les personnes déplacées ont trouvé refuge, l'UNRWA indiquant qu'un nombre indéterminé de tentes de personnes déplacées à Rafah ont été inondées et que « des milliers de familles dormant à même le sol sont maintenant frigorifiées et incapables de rester au sec ».

Au 26 janvier, selon l'UNRWA, on estimait à 1,7 million le nombre de personnes déplacées à Gaza. Nombre d'entre elles ont été déplacées à plusieurs reprises, les familles ayant été contraintes de se déplacer à maintes reprises pour se mettre à l'abri. En raison de la poursuite des combats et des ordres d'évacuation, certains ménages se sont éloignés des abris où ils avaient été initialement enregistrés. Dans le gouvernorat de Rafah, plus d'un million de personnes sont entassées dans un espace extrêmement surpeuplé. Suite aux intenses bombardements et combats israéliens à Khan Younès et dans la zone centrale de la bande de Gaza ces derniers jours, ainsi qu'aux nouveaux ordres d'évacuation de l'armée israélienne, un nombre important de personnes déplacées se sont déplacées plus au sud.

Les 23 et 25 janvier, l'armée israélienne a émis de nouveaux ordres d'évacuation via les médias sociaux à l'intention des Palestiniens dans plusieurs pâtés de maisons de Khan Younès, sur une zone de quatre kilomètres carrés. Il y a environ 88 000 résidents dans la zone, en plus d'environ 425 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays qui cherchent un abri dans 24 écoles et autres institutions. La zone touchée comprend l'hôpital Nasser (475 lits), l'hôpital Al Amal (100 lits) et l'hôpital jordanien (50 lits), soit près de 20 % des hôpitaux encore partiellement opérationnels dans la bande de Gaza. Trois dispensaires sont également situés dans la zone touchée. Quelque 18 000 personnes déplacées se trouveraient à l'hôpital Nasser, tandis qu'un nombre indéterminé de personnes déplacées cherchent refuge dans les autres établissements de santé. Le 25 janvier, l'armée israélienne a réitéré les mêmes ordres d'évacuation via les médias sociaux.

Depuis le 11 octobre 2023, la bande de Gaza est plongée dans une panne d'électricité, après que les autorités israéliennes ont coupé l'approvisionnement en électricité et que les réserves de carburant de l'unique centrale électrique de Gaza ont été épuisées. La coupure des communications et du carburant industriel continue d'entraver considérablement les efforts de la communauté humanitaire pour évaluer l'étendue des besoins à Gaza et pour répondre de manière adéquate à la crise humanitaire qui s'aggrave.

Depuis le 19 novembre, des quantités limitées de carburant sont entrées dans la bande de Gaza à partir de Rafah. Toutefois, comme ces quantités sont insuffisantes, les hôpitaux, les installations d'approvisionnement en eau et d'autres installations essentielles ne fonctionnent encore qu'à une capacité limitée.

Une équipe chargée de l'évaluation rapide des besoins en cas de catastrophe a recensé

environ 570 kilomètres de lignes d'alimentation électrique endommagées au 12 janvier. Cela représente environ 57 % des lignes d'alimentation, et les dégâts devraient s'être encore aggravés depuis. Les équipes de la Compagnie de distribution d'électricité de Gaza (GEDCO) ont un besoin urgent de carburant pour évaluer les dégâts.



Réactions à la décision de couper le financement à l'agence humanitaire de l'ONU à Gaza

La présidence de l'Autorité palestinienne (AP) a catégoriquement rejeté et condamné la campagne d'« oppression » menée par le gouvernement israélien contre l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). « La campagne vise à liquider la question des réfugiés palestiniens, contrevenant à la résolution 302 de l'ONU qui est le fondement du travail entrepris par l'UNRWA le 18 décembre 1949, et à d'autres résolutions de l'ONU sur la question des réfugiés », a dit la présidence le 28 janvier. L'AP a souligné que les représentants du gouvernement israélien ont « ouvertement exprimé qu'il n'y aurait pas de rôle pour l'UNRWA après la guerre, révélant le véritable mobile de la campagne en cours.

« La question des réfugiés est au coeur de la cause palestinienne et des douzaines de résolutions ont été adoptées en ce sens. Il n'y a pas d'autre solution à la question palestinienne si ce n'est le retour des réfugiés, conformément à la résolution 194. »



Le 28 janvier, la Ligue arabe a averti de la gravité des conséquences si les principaux pays donateurs devaient suspendre leur financement à l'UNRWA. « Cette campagne n'a rien de nouveau et vise à liquider le travail de l'agence, qui sert des millions de réfugiés palestiniens », a expliqué le secrétaire général de la Ligue arabe Ahmed Aboul-Gheit. La suspension du financement de l'UNRWA alors qu'Israël mène une offensive létale contre la bande de Gaza « signifie que les civils palestiniens feront face à la famine et au déplacement, et que le plan d'Israël d'éliminer leur cause une fois pour toute se réalisera ».

L'Arabie saoudite a accusé Israël de mettre en oeuvre une politique systématique de famine contre la population de Gaza. « Israël applique une politique systématique de famine dans la bande de Gaza », a dit le ministre des Affaires étrangères, le prince Faisal Bin Farhan, lors d'une conférence de presse avec son homologue égyptien Sameh Shoukry au Caire. Il a appelé à forcer Israël « à faire ce à quoi nous sommes tous engagés, c'est-à-dire respecter le droit international et le droit humanitaire ». « Il nous faut une résolution internationale prioritaire et contraignante pour stopper l'agression de l'occupant israélien contre Gaza, a dit Bin Farhan. La priorité est de stopper l'agression contre Gaza et d'apporter une aide humanitaire. »

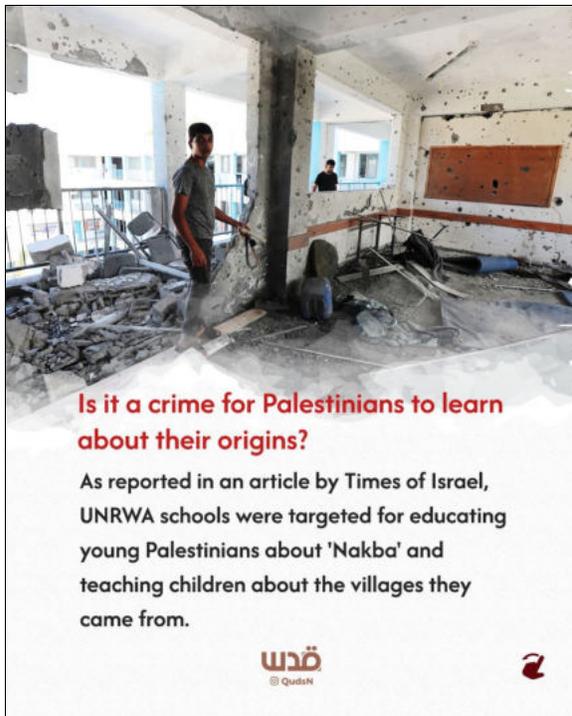


Le Canada est complice de l'intention clairement affichée d'Israël d'affamer la population de Gaza

Le 27 janvier, le ministre israélien des Affaires étrangères, Israël Katz, a réitéré l'accusation que l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) « est le bras civil du Hamas ». « Nous vous en avertissons depuis des années : l'UNRWA perpétue le problème des réfugiés, fait obstacle à la paix et sert de bras civil au Hamas à Gaza. L'UNRWA n'est pas la solution – beaucoup de ses employés sont des affiliés du Hamas avec des idéologies meurtrières, aidant les activités terroristes et préservant son autorité », a déclaré Israël Katz.



Le *Middle East Monitor* souligne : « Depuis le début de la guerre de Gaza, Israël a accusé les employés de l'UNRWA de travailler pour le Hamas, ce qui a été considéré comme une 'justification' pour attaquer les écoles et les installations de l'organisation dans la bande de Gaza, qui abrite des dizaines de milliers de personnes déplacées. Israël a en effet assimilé à plusieurs reprises le personnel de l'UNRWA à des membres du Hamas dans le but de les discréditer, sans fournir aucune preuve de ces affirmations, tout en faisant pression pour que l'UNRWA soit fermé, car c'est la seule agence des Nations unies à avoir un mandat spécifique pour s'occuper des besoins fondamentaux des réfugiés palestiniens. Selon Israël, si l'agence n'existe plus, la question des réfugiés n'existe plus et le droit légitime des réfugiés palestiniens de retourner sur leurs terres n'a plus lieu d'être. Israël refuse ce droit de retour depuis la fin des années 1940, même si son adhésion à l'ONU a été conditionnée par le retour des réfugiés palestiniens dans leurs foyers et sur leurs terres. »



Le 28 janvier, *Middle East Eye* a publié une vidéo de Noga Arbel, ancienne fonctionnaire israélienne aujourd'hui à la tête de la Fondation Kohelet, lors de son intervention à la Knesset le 4 janvier. Arbel a déclaré que la principale menace pour Israël était l'UNRWA et qu'« il sera impossible de gagner cette guerre si nous ne détruisons pas l'UNRWA ». La traduction de ses remarques par *Middle East Eye* comprend ce qui suit : « Notre principal objectif dans cette guerre est d'éliminer la menace, pas de la neutraliser. Et nous savons comment éliminer les terroristes. C'est plus difficile pour nous avec une idée. L'UNRWA est à l'origine de cette idée. L'idée est que de plus en plus de terroristes naissent avec toutes sortes de méthodes et qu'il sera impossible de gagner la guerre si nous ne détruisons pas l'UNRWA. Et cette destruction doit commencer immédiatement. »

Dans un tweet du 27 janvier, Noga Arbel

poursuit : « Nous savons que l'UNRWA est le droit au retour. C'est ce qui le rend génocidaire. C'est ainsi qu'ils justifient le lavage de cerveau d'enfants innocents pour en faire des terroristes morts. C'est une idée fictive, inventée, que personne d'autre au monde n'a, qui a maintenu des générations en esclavage sur des terres auxquelles même leurs ancêtres n'avaient aucun droit, et ces voleurs infructueux d'origine sont pour la plupart décédés. Il est donc absurde et injuste de maintenir leurs arrière-petits-enfants dans la pauvreté et le dénuement en essayant de les pousser à tuer les propriétaires légitimes. À ce stade, ils devraient être autorisés à poursuivre leur vie. »

Middle East Eye rapporte le tweet du 28 janvier de Noga Arbel comme suit : « Je revendique le droit à MA maison, sur la base d'une présence vieille de 4 000 ans reconnue dans le monde entier. Vous revendiquez le droit de me la voler, sur la base d'une visite de 18 mois sur une terre qui n'était pas la vôtre il y a 75 ans. Vous ne pouvez pas l'avoir. Elle n'est pas à vous. Elle ne sera jamais à vous, quels que soient les mensonges que vous proférez ou la violence dont vous faites preuve. Vous avez essayé de la coloniser. Vous avez perdu. Arrêtez d'essayer de nous tuer ou retournez d'où vous venez. C'est une terre juive. IL EN SERA TOUJOURS AINSI. »

Le fait est que depuis des années, le Canada s'associe aux tentatives des États-Unis et de l'Union européenne de détruire l'UNRWA en privant l'agence des Nations unies de fonds.

L'incapacité à résoudre la crise des réfugiés, qui dure depuis des décennies, fait que de nombreux camps desservis par l'UNRWA se sont transformés en véritables quartiers dotés d'installations permanentes, d'organismes religieux et éducatifs et de services essentiels. L'agence dessert environ 5,7 millions de Palestiniens dont Israël a répété qu'ils devaient être privés de leur statut de réfugié et donc du droit de retour des réfugiés palestiniens et de leurs descendants dans les maisons dont ils ont été chassés en 1948, reconnu par la résolution 194 de l'Assemblée générale des Nations unies.

Dès 2010, le Canada a déclaré qu'il réaffectait des fonds de l'UNRWA « conformément aux valeurs canadiennes », car il craignait que « le Hamas ait trop de pouvoir au sein de l'organisation ». Ce plan n'a pas réussi à faire tomber l'UNRWA et le Canada a rétabli son financement de l'agence onusienne en 2016.



En 2018, le président des États-Unis de l'époque, Donald Trump, a annoncé la fin du financement américain de l'UNRWA, ce qui l'a privé de centaines de millions de dollars. En 2021, l'UE a fait de même, retenant une partie de l'aide de l'UNRWA en raison d'allégations selon lesquelles le programme enseigné dans ses écoles comportait une « incitation à la violence » et à la haine contre les Juifs. L'administration Biden a par la suite rétabli une partie du financement américain, bien que les responsables de l'UNRWA aient déclaré que le mal était déjà fait. Dans un rapport de septembre 2023, publié un mois avant que la guerre actuelle n'éclate, l'International Crisis Group, présenté comme une « organisation non gouvernementale indépendante, à but non lucratif, engagée dans la prévention et la résolution des conflits meurtriers », a averti que la réduction du financement et la « lassitude des donateurs » avaient laissé le budget de l'organisation dans une « situation désespérée ».

« Même si l'UNRWA est renfloué au dernier moment, comme cela s'est déjà produit et pourrait se reproduire en 2023, l'état de crise perpétuel est intenable. Il sape le moral du personnel, provoque des grèves de salaires et réduit une agence internationale fière de son aide aux réfugiés palestiniens à un misérable mendiant d'aumônes, indique le rapport. Il est également inefficace de gérer ce qui s'apparente à un État-providence pour trois millions de personnes avec des moyens limités, car cela empêche d'investir dans les infrastructures, la numérisation et d'autres mises à jour des dépenses, ce qui érode la qualité des services », ajoute le rapport.



Quand c'est l'Afrique du Sud qui porte plainte contre Israël devant la Cour internationale de justice

Dans une perspective juridique

Avant la décision du 26 janvier de la Cour internationale de justice (CIJ), Katherine Gallagher, avocate principale au Centre pour les droits constitutionnels (CCR) aux États-Unis, a accordé une entrevue à *The Intercept* au sujet de la cause qu'elle poursuit contre le président Joe Biden, intitulée *Defense of Children International Palestine v Biden*, et pourquoi il est important de noter que c'est l'Afrique du Sud qui a porté plainte contre Israël à la CIJ. La requête du CCR a été déposée le 13 novembre 2023 dans le district nord de la Californie au nom de deux organisations palestiniennes de défense des droits humains : Defense for Children International Palestine et Al-Haq, ainsi que trois plaignants de Gaza, et au nom de Palestiniens américains qui ont de la famille à Gaza. Le président américain Joe Biden, le secrétaire d'État Antony Blinken et le secrétaire à la Défense Lloyd Austin sont accusés d'avoir manqué à leur responsabilité légale d'empêcher le génocide des Palestiniens de Gaza par Israël et d'avoir été complices de ce génocide.

Voici les commentaires qu'elle a faits quelques jours avant la décision de la CIJ :

« La plainte déposée par l'Afrique du Sud contre Israël devant la Cour internationale de justice de La Haye est un document et un moment véritablement historiques. L'Afrique du Sud a replacé le génocide actuel dans le contexte de la Nakba et de l'action d'Israël depuis 1948, à travers l'occupation belligérante prolongée et le siège de Gaza au cours des 17 dernières années. En soi, c'était assez remarquable. Savoir qu'il s'agissait de l'Afrique du Sud, avec son histoire de lutte contre un régime d'apartheid colonialiste, était très important. Les Sud-Africains ont ressenti le poids de la responsabilité morale et ils se sont vraiment manifestés, non seulement sur le plan juridique, mais aussi avec cœur et amour. Ce que l'Afrique du Sud a fait de si beau, c'est qu'elle a fait valoir chaque élément juridique, tout en l'ancrant continuellement dans l'humanité et en expliquant ce dont il est question réellement dans cette affaire. Il s'agit de notre humanité partagée et c'est quelque chose que la *Convention sur le génocide*, en tant que reflet d'un engagement mondial à ne plus jamais cibler une population en raison de ce qu'elle est, ce mouvement mondial, et la question pour nous tous de savoir si oui ou non nous sommes vraiment engagés envers l'humanité mondiale, je pense que c'est ce qui est ressorti des trois heures de plaidoirie.

« En raison de l'urgence du moment, l'Afrique du Sud a demandé à la cour internationale de mettre en place certaines mesures provisoires pendant que l'affaire est jugée sur le fond. C'est la même chose que nous avons demandé à la Cour de Californie dans notre accusation de génocide contre le

président Biden. Nous avons demandé une injonction préliminaire, car on ne peut pas ramener des vies humaines perdues au cours d'un génocide en obtenant une bonne décision trois ans plus tard.

« Si la CIJ devait statuer qu'il existe actuellement un risque sérieux de génocide, ou qu'un génocide est en cours, tous les États, et en particulier ceux qui ont la capacité d'influencer le comportement d'Israël, auront à prendre des mesures immédiates, sous peine d'être eux-mêmes en violation de la décision de la CIJ.

« Cela signifie que les États-Unis et tous les pays européens, l'Australie, les pays qui apportent un soutien militaire au génocide, doivent cesser de le faire. Et si l'ensemble de l'Union européenne, les États-Unis, l'Australie, le Canada et d'autres pays décident de ne tenir aucun compte de l'arrêt de la CIJ, cela remet en question la légitimité de l'ensemble du système juridique, ce qui n'est pas une mince affaire.

« Nous avons besoin d'une Cour internationale de justice qui soit indépendante, qui applique les faits à la loi de manière égale pour tous les peuples, qui protège tous les peuples et qui soit prête à demander des comptes aux puissants. Nous sommes à l'heure des comptes en matière de justice internationale et de responsabilité.

« Les ramifications des procédures de la CIJ se voient déjà, car elles obligent les États à choisir leur camp, celui de l'humanité ou celui de l'arrogance et de la destruction de l'autre. La décision concrète aura des effets encore plus importants, tant sur le plan juridique, sous la forme d'affaires potentielles au niveau national, que sur le plan diplomatique, où nous pourrions assister à des mesures visant à isoler Israël et à amener les pays à se comporter différemment, en ce qui concerne le degré de soutien qu'ils sont prêts à apporter à un régime qui tente de perpétrer un génocide contre le peuple palestinien. »



De nouveau sur la désinformation

Objectif de la désinformation officielle sur le Hamas et son opération du 7 octobre

– *Pauline Easton* –

Au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et dans les pays de l'Union européenne, le mouvement de résistance politique appelé Hamas est qualifié d'organisation terroriste. Toutes sortes de crimes lui sont attribués et les affirmations sont répétées sans cesse afin que les cercles officiels et leurs médias habituent les citoyens, leurs lecteurs et auditeurs à associer le mouvement de résistance au terrorisme. Il n'y a pas de cas plus clair de cette désinformation officiellement sanctionnée que le récit répété à l'infini selon lequel le Hamas a mené une attaque terroriste contre des civils dans le sud d'Israël le 7 octobre 2023. Selon ce récit, le Hamas a violé des femmes, assassiné des bébés, tué et décapité des civils sans raison et il a pris des civils en otage. Le nombre de victimes est généralement fixé à 1 200 personnes et ce chiffre est cité chaque fois que les médias et les milieux officiels tentent de justifier les crimes qu'Israël commet contre le peuple palestinien à Gaza, en Cisjordanie et à Jérusalem-Est au nom de la nécessité d'éradiquer le Hamas.

La désinformation n'a pas principalement à voir avec la diffusion et la répétition de mensonges. Il ne s'agit pas non plus de manipuler les mensonges en soi, bien qu'elle le fasse, ni de vouloir fabriquer un consentement, bien qu'elle le fasse également. Elle utilise également des méthodes telles que la décontextualisation des faits pour les priver de sens et de signification, tout en présentant des faits aléatoirement. Ces méthodes sont également utilisées pour induire en erreur. Cependant, l'essence de la désinformation et de la promotion de faux récits consiste à proposer de

fausses alternatives. Les fausses alternatives maintiennent le problème dans le cadre établi par les cercles officiels qui s'opposent à toute discussion qu'ils ne peuvent pas contrôler. Dans le cas du génocide d'Israël contre le peuple palestinien à Gaza, tout est fait pour détruire la capacité du corps politique d'analyser les développements en établissant son propre point de vue afin de fournir des solutions à la question en jeu.

En ce qui concerne les événements qui se déroulent en Palestine, le Hamas est présenté comme une organisation terroriste et une litanie de crimes lui sont attribués, et maintenant, par association, l'arrêt du financement de l'UNRWA, ont pour but de nier au peuple palestinien son droit d'être et son droit au retour. La garantie de ces droits est l'alternative à ce qui se passe actuellement. Le mouvement de résistance se concentre sur la garantie de ces droits et, à chaque étape, sa stratégie et sa tactique visent à assurer la réalisation de ces droits.

Malgré toutes les tentatives de faire du Hamas le problème, l'ensemble du mouvement de résistance dans le monde ne l'a pas permis. Il a persisté à cibler la campagne meurtrière qu'Israël mène contre le peuple palestinien et à défendre son droit d'être et son droit de retour. Il est peu probable que les cercles officiels parviennent à épuiser et à briser la résistance unifiée du peuple palestinien et du monde entier pour affirmer le droit d'être et le droit de retour des Palestiniens.

Il est essentiel de veiller à ce que la discussion entre les peuples ne tombe pas dans le piège tendu par les cercles officiels réactionnaires et leurs médias, les experts, les universitaires et les prétendues éminences grises. Par exemple, l'affirmation selon laquelle le Hamas est terroriste entraîne d'autres affirmations, comme le fait de dire que toutes les forces de résistance agissent pour le compte de l'Iran, ou que tout doit être fait pour s'assurer que le Hamas ne puisse pas exister lorsqu'une solution à deux États sera mise en oeuvre, ou les accusations selon lesquelles l'UNRWA est le bras civil du Hamas et ne doit donc pas être financé, et ainsi de suite. Argumenter pour ou contre le récit qui remplit la presse écrite et les médias sociaux des pays qui soutiennent les objectifs déclarés d'Israël dans son agression contre le peuple palestinien revient à accepter sa prémisse. La seule prémisse qui peut être acceptée est celle qui fait avancer la cause du droit du peuple palestinien à l'autodétermination sans conditions, sur la base des principes de la garantie de son droit à l'existence et de son droit de retour.



Le Hamas publie un document révélant les raisons de l'opération Déluge d'al-Aqsa

Le 21 janvier, le mouvement de résistance Hamas a publié un document expliquant les raisons de l'opération « Déluge d'al-Aqsa ». La première section du document *Opération Déluge al-Aqsa : Notre récit* est entièrement consacrée aux raisons de l'opération. Le document détaille « de longues décennies au cours desquelles le peuple palestinien a subi toutes les formes d'oppression, d'injustice, d'expropriation de ses droits fondamentaux et de la politique de l'apartheid ». Il ajoute : « Après 75 ans d'occupation et de souffrances incessantes, et après l'échec de toutes les initiatives en faveur de la libération et du retour de notre peuple, mais aussi après les résultats désastreux de ce qu'on appelle le processus de paix, qu'est-ce que le monde attendait du peuple palestinien ? »

La deuxième section traite des événements du 7 octobre et répond aux allégations d'Israël. Le Hamas y affirme clairement: « L'opération Al-Aqsa Flood du 7 octobre visait des sites militaires israéliens et avait pour but d'arrêter des soldats de l'armée israélienne pour faire pression sur les autorités israéliennes pour qu'elles libèrent les milliers de Palestiniens détenus dans les prisons israéliennes, dans le cadre d'un accord l'échange de prisonniers. »



Déluge al-Aqsa, 7 octobre 2023

On y lit également que le mouvement Hamas a pris l'engagement d'éviter de porter atteinte aux civils et rejette les allégations israéliennes d'assassinat aveugle de civils, de viols collectifs, de décapitation d'enfants, etc. et cite des sources médiatiques d'Israël confirmant que les forces armées israéliennes, utilisant des chars d'assaut et des hélicoptères d'attaque, ont été responsables de la plupart des décès survenus le 7 octobre.

La section 3 est intitulée « Vers une enquête internationale transparente ». Le Hamas rejette le faux narratif des États-Unis, du Canada, du Royaume-Uni, de l'Allemagne et d'autres pays et appelle à une enquête internationale véritablement transparente.

Dans la quatrième section, intitulée « Un rappel au monde : qui est le Hamas ? », l'organisation se décrit comme un « mouvement de libération nationale qui a des objectifs et une mission clairs » et « tire sa légitimité à résister à l'occupation du droit palestinien à l'autodéfense, à la libération et à l'autodétermination ».

« Notre peuple palestinien inébranlable et sa résistance mènent une bataille héroïque pour défendre leur terre et leurs droits nationaux contre l'occupation coloniale la plus longue et la plus brutale. Le peuple palestinien est confronté à une agression israélienne sans précédent qui a commis des massacres odieux contre des civils palestiniens, dont la plupart étaient des enfants et des femmes. »

La cinquième section énonce huit exigences du Hamas :

- 1) l'arrêt immédiat de l'agression israélienne à Gaza, des crimes et du nettoyage ethnique commis contre l'ensemble de la population de Gaza;
- 2) tenir l'occupation israélienne légalement responsable;
- 3) la reconnaissance de la résistance palestinienne en tant que droit légitime en vertu des lois et des normes internationales;
- 4) pour un mouvement mondial de solidarité avec le peuple palestinien;

- 5) que les États-Unis, le Royaume-Uni, la France et les autres « superpuissances » cessent d'offrir à Israël une couverture lui permettant de ne pas avoir à rendre compte de ses actes;
- 6) le rejet de tout projet israélien ou international visant à décider de l'avenir de Gaza ou du peuple palestinien, les Palestiniens ayant le droit et la capacité de décider de leur propre avenir;
- 7) le rejet toute nouvelle expulsion massive ou Nakba;
- 8) l'appel à une pression populaire continue à l'échelle mondiale pour mettre fin à l'occupation.

LML recommande la lecture du document au complet qui est disponible [ici](#).



Le recours par Israël à la « directive Hannibal » le 7 octobre

– Nick Lin –

Le quotidien israélien *Yedioth Ahronoth* a publié un article qui contient des nouvelles informations et des rapports révélant que le quartier général israélien a ordonné à ses troupes de tirer sur les israéliens détenus le 7 octobre 2023. L'article, qui est traduit de l'anglais par *Electronic Intifada*, mentionne Ronen Bergman et Yoav Zitun, deux journalistes qui auraient accès à « des sources importantes au sein de l'armée israélienne et de l'establishment du renseignement ». Les deux journalistes disent que vers midi le 7 octobre, le commandement suprême de l'armée israélienne a donné l'ordre à toutes ses unités d'empêcher la capture de citoyens israéliens « peu importe le prix à payer » – y compris tirer sur eux. L'armée « a avisé toutes ses unités de combat de mettre en oeuvre la directive Hannibal, quoiqu'elle l'ait fait sans nommer précisément cette directive », affirment les journalistes israéliens. Ils ont aussi révélé que « près de 70 véhicules » conduits par des combattants palestiniens retournant à Gaza ont été détruits par des hélicoptères de combat, des drones ou des chars d'assaut. À bord de plusieurs de ces véhicules se trouvaient des détenus israéliens. Les journalistes ont écrit : « Ce n'est pas clair en ce moment combien de personnes détenues ont été tuées par suite de cette directive » aux forces aériennes d'empêcher à tout prix le retour à Gaza. « Du moins dans certains cas, tous les passagers des véhicules ont été tués », ont dit les journalistes.

En novembre, *Electronic Intifada* a publié des vidéos des forces aériennes israéliennes ainsi que des interviews contenus dans un article israélien avec des pilotes d'hélicoptères de combat dans lesquels il est clair qu'on leur avait ordonné de « tirer sur tout ce qui bouge » entre les colonies de peuplement aux frontières et Gaza. Dans l'article israélien, on affirme qu'« au cours des quatre dernières heures des hélicoptères et des avions de combat ont attaqué près de 300 cibles, la plupart en territoire israélien ». Selon le nouvel article de Bergman et Zitun, avant la fin de la journée, l'escadron de drones 161 (dont les drones sont des Hermes 450 d'Elbit) à lui seul avait « mené pas moins de 110 attaques contre près de 1000 cibles, dont la plupart étaient en Israël ».

Dans ce nouvel article, Bergman et Zitun affirment que la directive Hannibal a ordonné aux forces israéliennes de « stopper les ravisseurs de détenus à tout prix » et, « lorsqu'il y a des personnes détenues, la tâche principale est de rescaper nos soldats des ravisseurs, même s'il faut frapper ou blesser nos propres soldats ».

Deux ans après avoir été exposée par des journalistes pendant la guerre de 2014 à Gaza, la directive devait être révoquée, ou du moins « modifiée ». Mais Bergman et Zitun confirment dans leur nouvel article qu'à midi le 7 octobre, l'armée israélienne a « décidé d'avoir à nouveau recours à une version de la directive Hannibal ». Ils écrivent que « l'instruction était de stopper 'à tout prix' toute

tentative des terroristes du Hamas de retourner à Gaza », dans un langage très similaire à celui de la directive Hannibal initiale, malgré toutes les promesses de l'appareil de la défense que la directive avait été annulée. Le nouvel article explique que les quartiers généraux des Forces de défense israéliennes (FDI) ont ordonné à toutes les unités de mettre en oeuvre la directive Hannibal presqu'aussitôt que les premières images de détenus israéliens sont apparues.

Bergman et Zitun relatent que le 7 octobre le commandement de la division des Forces de défense israéliennes a donné l'ordre directement : « Vous êtes autorisés à tirer à volonté. » Répondant aux ordres de jeunes officiers du centre de commandement mobile dit la « Canopée de feu », des pilotes d'hélicoptères ont aussi reçu l'autorisation d'« ouvrir le feu jusqu'à nouvel ordre – et dans toute la zone en question ».

Bergman écrit aussi pour le *New York Times Magazine* et est l'auteur de plusieurs livres au sujet des agences d'espionnage israéliennes, dont *Rise and Kill First*. Dans une baladodiffusion du *Haaretz* après la publication de l'article par le *Yedioty Ahronoth*, Asa Kasher, l'auteur du « code d'éthique » de l'armée israélienne, a lui aussi appelé à une enquête sur le recours à la doctrine Hannibal le 7 octobre et peu après cette date. « Kasher a dit qu'il partageait pleinement la demande des familles pour une enquête immédiate », écrit le *Haaretz*, et que cette enquête devrait être menée avant la fin de la guerre à Gaza.



Dans l'actualité

Israël intensifie son agression à Gaza et en Cisjordanie suite à la décision de la Cour internationale de justice



Intensification des massacres israéliens à Khan Younès, 28 janvier 2024

Suite à l'ordonnance de mesures conservatoires de la Cour internationale de justice le 26 janvier,

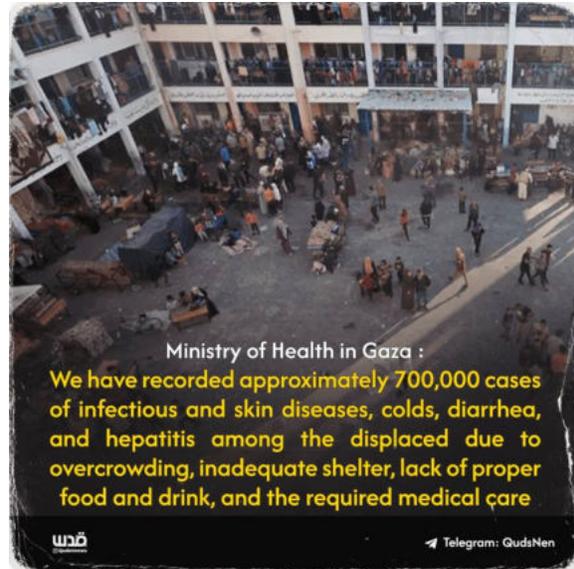
l'agression d'Israël contre la population de Gaza et de Cisjordanie s'est grandement intensifiée, selon les agences de nouvelles.

Gaza

Les avions de guerre israéliens ont continué de bombarder sans répit la ville Khan Younès dans le sud de la bande de Gaza le 28 janvier. « Toute la ville de Khan Younès continue d'être bombardée par Israël. Des combats intenses ont maintenant lieu dans la zone sud-est de Khan Younès, aux abords de la ville de Rafah », a rapporté Hani Mahnoud d'*Al-Jazeera* de la ville méridionale de Rafah. Les bombardements israéliens à Gaza ont tué 165 Palestiniens et blessé 290 personnes en 24 heures.

Les opérations terrestres d'Israël sont concentrées dans le sud, en particulier à Khan Younès. Les principaux hôpitaux de la ville sont toujours assiégés par les troupes israéliennes. L'hôpital al-Nasser, le plus grand établissement médical de Khan Younès, a été endommagé. « Nous sommes pris au piège entre les quatre murs de l'hôpital », a dit le responsable de la morgue d'al-Nasser à *Al-Jazeera*.

Les Brigades al-Qassam du Hamas ont annoncé la destruction de chars d'assaut et de bulldozers israéliens et des frappes contre des troupes regroupées à Khan Younès le 28 janvier. La journée précédente, les Brigades al-Qassam ont publié des vidéos où des chars d'assaut sont détruits par des lance-grenades anti-char.



Le 29 janvier, le ministère palestinien des Affaires étrangères a dit sur *The Cradle*, une émission de nouvelles en ligne de l'Asie occidentale : « Plus d'un demi-million de Palestiniens à Khan Younès ont été avisés par les forces de l'occupation de quitter leurs maisons, y compris les hôpitaux et les centres de santé, dans une expansion et une intensification cruelles du déplacement forcé des régions méridionales. » « Ces scènes de déplacement forcé sont une honte pour l'humanité », a-t-il

ajouté. Les gens sont poussés vers la ville frontalière de Rafah, où des dizaines de milliers de Gazaouis sont pris au piège après avoir été déplacés de plusieurs zones de la bande de Gaza depuis le début de la guerre, souligne *The Cradle*.

La Cisjordanie

Les Forces d'occupation israéliennes (FOI) ont intensifié leurs raids militaires dans plusieurs communautés en Cisjordanie occupée le 29 janvier, tuant cinq Palestiniens, y compris un enfant. Elles ont mené un raid à Ramallah, Bethléem, Jénine et Dura, tirant des balles réelles ainsi que des balles en caoutchouc, et lançant des grenades assourdissantes et du gaz.

Les combattants de la résistance ont riposté féroce et lancé des attaques contre les forces de l'occupation, utilisant des engins explosifs improvisés au cours de l'incursion des FOI dans la ville de Yamoun. Les forces d'occupation ont aussi pris d'assaut le village de Deir Abu Da'if, à l'est de Jérusalem, où ils ont été accueillis par des tirs nourris. Les FOI ont arrêté deux jeunes hommes après avoir fait une descente dans leurs maisons au village.

Les FOI ont mené une importante campagne militaire à Jénine la nuit du 28 janvier, détruisant l'infrastructure, les installations publiques et la propriété des citoyens. La résistance a courageusement confronté les soldats envahissants. Les forces de l'occupation sont entrées dans la ville via la rue Nasera, avec plus de 20 véhicules militaires, y compris 4 bulldozers D9, suivi d'autres véhicules de renforts. Au même moment, des sirènes ont été activées à Jénine et dans ses camps de réfugiés. La résistance a répondu à l'incursion des FOI, donnant lieu à des confrontations armées et à la détonation d'engins explosifs fabriqués localement contre les troupes des FOI.

De féroces confrontations ont éclaté à Naplouse, où les forces d'occupation ont envahi la ville et les camps de réfugiés d'Askar al-Jaheed et de Balata. Elles se sont placées dans plusieurs zones, y compris dans le square des Martyrs au centre de la ville, dans le quartier de Habla, dans le marché de l'est, et près des camps de réfugiés. Les combattants de la résistance ont tiré sur des soldats des FOI alors qu'ils se retiraient de la ville ancienne, et ils ont assailli les forces de l'occupation d'une pluie de balles alors qu'elles se retiraient des camps de Balata et d'Askar.



Funérailles le 29 janvier 2024 à Hébron, en Cisjordanie, pour deux des récentes victimes des raids israéliens

Il y a aussi eu d'intenses confrontations à l'est de Naplouse, où des engins explosifs fabriqués localement ont été lancés contre les envahisseurs près des camps de réfugiés d'Askar, d'al-Jadeed et de Balata, à l'est de Naplouse. Une confrontation armée a aussi éclaté entre les combattants de la résistance et les forces de l'occupation sur la rue Schools dans le camp de Balata.



Des rassemblements de masse en Israël pour promouvoir l'assassinat et l'expulsion de Palestiniens

Les journaux israéliens rapportent que 11 ministres du gouvernement et 15 législateurs de la coalition gouvernementale ont pris la parole lors d'un grand rassemblement dans la soirée du 29 janvier et « se sont publiquement engagés à reconstruire les colonies juives israéliennes au coeur de la bande de Gaza, et ont appelé à l'expulsion forcée de la population palestinienne ». Les médias israéliens ont décrit l'événement comme ayant une « atmosphère rappelant un carnaval ». Selon le *Times of Israel*, le ministre des Finances Bezael Smotrich, chef du parti ultranationaliste du sionisme religieux, a vanté les vertus de la création de nouvelles colonies, déclarant : « Si Dieu le veut, nous nous installerons et nous serons victorieux. » Le ministre de la Sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, chef du parti Otzma Yehudit, a appelé le premier ministre Benjamin Netanyahu, qui n'était pas présent, à « rentrer chez lui au Gush Katif » – le nom du bloc de colonies israéliennes à Gaza qui a été évacué lors du désengagement de 2005. Le ministre des Communications Shlomo Karhi, du Likoud, le parti au pouvoir de Netanyahu, a également appelé à la construction de colonies à Gaza et à « l'encouragement de l'émigration volontaire ». Karhi a ajouté que la guerre – c'est-à-dire les bombardements aériens, les tirs d'artillerie et les opérations terrestres d'Israël – avait créé des conditions telles que les civils de Gaza pouvaient désormais être contraints de dire qu'ils voulaient quitter le territoire. [...] L'objectif explicite de l'événement, organisé par le groupe de militants de la colonie de Nachala et le conseil régional de Samarie en Cisjordanie et son chef Yossi Dagan, était de servir de cri de ralliement au grand public et au gouvernement afin de profiter de la guerre actuelle pour recommencer à construire des colonies juives à Gaza, selon les comptes-rendus des médias.

Le ministre de la Sécurité nationale, Ben Gvir, a déclaré : « Nous devons rentrer chez nous, gouverner le territoire et, oui, offrir une solution morale et logique au problème humanitaire : encourager l'émigration et adopter une loi prévoyant la peine de mort pour les personnes condamnées pour terrorisme. » Il aurait « harcelé Netanyahu » en lui disant que c'était « la tâche de dirigeants courageux de prendre des décisions courageuses ».

Le ministre des Communications, Shlomo Karhi, a fait des commentaires similaires : « Nous devons coloniser Gaza, avec des forces de sécurité et des colons qui les entoureront, eux et cette terre, d'amour. » Il a ajouté : « Nous avons l'obligation d'agir, dans notre intérêt et même dans l'intérêt de ces prétendus civils non impliqués, pour provoquer une émigration volontaire – même si cette guerre, qui nous a été imposée, transforme cette migration volontaire en une situation contraignante jusqu'à ce qu'ils disent 'Je veux le faire' » – citant un principe de la loi juive selon lequel quelqu'un peut être contraint d'accomplir certaines obligations religieuses par des pressions physiques ou autres.

Le 28 janvier, Israël a également tenu une conférence appelant à l'annexion de la Cisjordanie et de la bande de Gaza et soutenant l'expansion des colonies. Le Hamas a publié une déclaration qui disait : « L'organisation d'une telle conférence témoigne du mépris de cette entité voyou pour les

lois et les résolutions internationales, y compris la récente décision adoptée par la Cour internationale de justice, qui appelle à prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre fin au génocide à Gaza. »

Le 28 janvier également, 126 colons ont franchi la porte Moghrabi et envahi la mosquée al-Aqsa sous la protection des forces d'occupation. Depuis 17 semaines, les forces d'occupation israéliennes restreignent l'accès des musulmans à la mosquée.

Ce jour-là également, pour la quatrième fois, des manifestants israéliens, dont des membres de familles de prisonniers détenus à Gaza, ont fermé le point de passage de Karam Abu Salem, empêchant les camions d'aide humanitaire d'entrer dans la bande de Gaza.



Nouvelles condamnations du gouvernement Netanyahu en Israël



Manifestation contre la guerre à Gaza à Tel Aviv, le 18 janvier 2024

Le journal israélien *Yedioth Ahronoth* a rapporté le 26 janvier que la veille, 26 anciens hauts responsables de la sécurité israélienne et 17 hauts responsables du secteur civil, dont trois lauréats du prix Nobel, ont signé une lettre publique appelant à la destitution du premier ministre Benjamin Netanyahu du gouvernement d'occupation, à la suite des échecs de la guerre à Gaza. Ils considèrent qu'il n'est pas qualifié pour diriger Israël et que ses mains sont tachées de sang israélien.

Parmi les noms éminents figurant dans la lettre, on trouve d'anciens ministres et chefs d'état-major de l'armée d'occupation et d'anciens chefs des services de renseignement, tels que Moshe Yaalon, Dan Halutz, Tamir Pardo, Nadav Argaman, Assaf Hefetz et Yaakov Peri, qui ont tous dirigé les services de sécurité israéliens ou occupé des postes de haut niveau. Les signataires ont ajouté à leurs précédentes affirmations que les efforts de Benjamin Netanyahu pour « détruire la démocratie » « portent la responsabilité principale de la création des circonstances qui ont conduit au massacre brutal de plus de 1 200 Israéliens et d'autres personnes, aux blessures subies par plus de 4 500 personnes et à l'enlèvement de plus de 230 individus, dont plus de 130 sont toujours

détenus par le Hamas. Le sang des victimes est sur les mains de Netanyahu. » Ils ont également noté qu'il était fondamentalement et moralement incompetent pour mener Israël à la guerre et qu'il représentait une menace directe et existentielle pour l'État d'Israël.



Manifestations anti-gouvernementales exigeant la démission de Netanyahu et des élections anticipées, le 27 janvier 2024



D'autres développements au Moyen-Orient

Syrie

Trois soldats américains ont été tués et 34 ont été blessés le 28 janvier lors d'une attaque par drone contre la base militaire d'Al Tanf qui est installée à la fois en Jordanie et, de façon illégale, en Syrie. On rapporte que le drone a frappé un endroit du nom de Tower 22, du côté jordanien de la base militaire. La Jordanie a par la suite nié que la frappe par drone avait eu lieu sur son territoire. Les États-Unis utilisent la base d'Al Tanf pour héberger et former au combat des groupes dissidents dans leur guerre par procuration contre la Syrie.



Sanaa, Yémen, 26 janvier 2024

Le président des États-Unis Joe Biden prétend que la frappe est l'oeuvre de « groupes militants appuyés par l'Iran » comme l'a aussi affirmé dans un communiqué de presse le secrétaire américain de la Défense Lloyd Austin : « Je suis outré et profondément attristé par la mort de trois de nos soldats américains et par les blessures encourues par d'autres soldats américains lors d'une attaque la nuit dernière contre les forces des États-Unis et de la Coalition, qui ont été déployées dans la zone au nord-est de la Jordanie près de la frontière syrienne dans le but de vaincre une fois pour toutes l'État islamique. Je prie pour ces braves Américains et leurs familles et tout le département de la Défense est en deuil. Des milices appuyées par l'Iran sont responsables de ces attaques constantes contre les forces américaines, et nous y répondrons en temps et lieu. Le président et moi-même ne tolérerons pas des attaques contre les États-Unis, contre nos troupes et nos intérêts. »

La mission de l'Iran aux Nations unies a nié par voie de communiqué qu'elle avait joué un rôle dans l'attaque par drone contre la base militaire américaine. Elle ajoute que l'incident faisait partie du « conflit entre l'armée américaine et les groupes de résistance de la région, qui s'attaquent régulièrement de part et d'autre ». Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères de l'Iran Nasser Kanaani a dit : « Les groupes de résistance dans la région ne reçoivent pas d'ordres de la République islamique de l'Iran pour leurs décisions et leurs actions. La République islamique n'est aucunement impliquée dans les décisions des groupes de résistance sur comment ils appuient la nation palestinienne ou se défendent, eux et le peuple de leurs pays, face aux agressions et à l'occupation. » L'Iran a réitéré que la violation constante de la souveraineté nationale de l'Irak et de la Syrie par les forces américaines ainsi que les attaques contre des groupes et contre le peuple de ces pays et au Yémen est la cause principale de cette instabilité croissante.

Par ailleurs, quatre membres des Gardiens de la révolution iraniens, qui jouaient un rôle consultatif, ont été tués le 20 janvier à Damas, la capitale syrienne, lorsque des avions de guerre israéliens ont frappé un immeuble résidentiel dans lequel ils se trouvaient. L'Iran a confirmé la mort des membres de la Garde.

Irak

Le 20 janvier, la base aérienne d'Ain al-Asad, qui abrite les troupes américaines en Irak, a subi une nouvelle attaque des forces de résistance qui s'opposent au soutien des États-Unis à la guerre du régime israélien contre Gaza. Les attaques du 27 janvier contre les forces américaines ont été les

plus importantes depuis le début du mois d'octobre, lorsque les groupes de résistance en Irak ont commencé à cibler les positions américaines dans le pays et dans la Syrie voisine, afin de forcer les États-Unis à retirer leur soutien à la campagne militaire d'Israël à Gaza.

Yémen

Le mouvement de résistance Ansarullah du Yémen, également appelé les Houthis, a mis en garde les États-Unis et leurs alliés contre toute violation de la souveraineté du Yémen dans le cadre des opérations anti-israéliennes de l'armée yéménite en mer Rouge. « Nous affirmons que le Yémen ne permettra aucune violation de sa souveraineté et qu'il répondra à toute agression », a déclaré le porte-parole Abdul-Salam, avant d'ajouter le 21 janvier : « Nous affirmons notre soutien au peuple palestinien en faisant pression sur Israël pour qu'il mette fin à son agression criminelle contre Gaza. » Il a également exhorté les États-Unis à « cesser de se soustraire à leur responsabilité de mettre fin à l'agression contre Gaza ».

Le site Web américain AntiWar.com écrit : « Des fonctionnaires américains ont déclaré au *Washington Post* samedi 27 janvier que l'administration Biden envisageait une 'campagne militaire soutenue' contre les Houthis au Yémen, alors que plus d'une semaine de bombardements quasi-quotidiens n'a rien fait pour dissuader le groupe et n'a fait qu'aggraver considérablement la situation. »

Le rapport indique que les responsables américains n'ont pas été en mesure de donner un calendrier pour la durée du conflit, se contentant de dire qu'ils ne s'attendent pas à ce qu'il dure des années, comme ce fut le cas pour les guerres américaines en Irak, en Syrie et en Afghanistan. Le rapport indique que les responsables ont reconnu qu'ils ne pouvaient pas identifier une « date de fin ou fournir une estimation du moment où la capacité militaire des Yéménites sera réduite de manière adéquate ».

